



6, rue des Terreaux du Temple - 1201 Genève  
tel: 022 741 50 80 - fax 022 741 50 85  
www.sspge.ch

## Communiqué à la presse

### HUG

## Plus de 2000 signatures pour dire stop à la dégradation des conditions de travail et des retraites.

**Confronté-e-s à des attaques sans précédent contre leurs conditions de travail et leurs retraites, sous pression au quotidien, soucieux d'un service public et des soins de qualité, plus de 2000 salarié-e-s des HUG - toutes professions confondues - ont décidé d'interpeler les décideurs par une lettre ouverte.**

### Dégradation des conditions de travail aux HUG

Depuis des années dans les différents services des HUG, la charge de travail augmente alors que les moyens en personnel ne suivent pas. Les conséquences sont lourdes pour le personnel : surcharge, stress, pressions, épuisement professionnel, ... A cela s'ajoute un management agressif qui contourne les règles pour flexibiliser encore plus les conditions de travail. Actuellement, la qualité des soins se fait au détriment de la santé du personnel.

Dans ce contexte tendu, les HUG annoncent de nouvelles coupes budgétaires et des privatisations, comme celle des blocs opératoires ambulatoires.

### Dégradation des retraites (CPEG)

Depuis la création de la CPEG en 2014, les futures retraites du personnel de la fonction publique et du secteur subventionné se sont fortement péjorées suite aux réformes successives de la caisse de pension.

D'ici peu, le Grand Conseil devra choisir entre deux projets opposés de réforme des retraites : le projet de loi du Conseil d'Etat et PL 12228 déposé par l'Alternative et le MCG. Le projet du Conseil d'Etat péjore fortement les retraites du personnel de la fonction publique en basculant du système actuel de « primauté des prestations » à celui de « primauté des cotisations ». Les conséquences seront lourdes pour tous, mais désastreuses pour les femmes travaillant à temps partiel ainsi que pour les bas salaires. Le projet de l'Alternative et du MCG quant à lui garantit les conditions actuelles de retraite et conserve le principe de solidarité entre les membres de la fonction publique.

Attaqué-e-s sur leurs conditions de travail et sur leurs retraites, craignant pour la qualité des soins et du service public, ces salarié-e-s des HUG en appellent aux député-e-s et au Conseil d'Etat. Ils et elles espèrent enfin être entendu-e-s, la direction des HUG restant sourde à leur détresse.

### Pour tout renseignement :

Sabine Furrer – secrétaire syndicale SSP – 076 507 50 94

David Andenmatten, groupe SSP-HUG – 076 615 50 68

Annexe : lettre ouverte

Genève, le 29 novembre 2018